

avoir virtuellement été suspendues ; il y a plus de trois semaines que ce comité s'est réuni. J'ai appelé l'attention du gouvernement sur ce fait, il y a quelque temps, alors que le ministre des finances n'était pas à son siège, mais le premier ministre a promis de lui en parler, vu qu'il est censé avoir la direction principale de ce comité. Il me paraît déraisonnable qu'un pareil comité, qui était saisi de certaines questions, n'ait pas été convoqué depuis trois semaines, et j'espère que le ministre des finances veillera à ce qu'il soit convoqué prochainement.

M. FONTER : Je suppose que ce délai provient de la grande somme de travail que nous avons tous eu, particulièrement moi, mais je verrai à ce que le comité soit convoqué au premier jour disponible, c'est-à-dire que je verrai comment les autres comités devront se réunir la semaine prochaine.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Je puis dire à l'honorable ministre qu'il sera probablement nécessaire que deux ou trois comités siègent en même temps. Autrement, je ne vois pas comment l'honorable ministre pourrait convoquer le comité des finances. On ne peut pas avancer si un comité en fait éternellement ajourner un autre.

M. BLAKE : De plus, les grands comités n'ont pas de longues séances maintenant. S'ils se réunissent, ce n'est que pour peu de temps.

AJOURNEMENT DE PAQUES.

M. LAURIER : J'aimerais à apprendre de la part du gouvernement ce qu'il entend faire au sujet de la vacance de Pâques. J'espère qu'il nous le dira avant la fin de la séance d'aujourd'hui.

Sir HECTOR LANGEVIN : Oui.

VOIES ET MOYENS—LE TARIF.

La chambre reprend le débat sur la motion de M. Foster que les résolutions rapportées du comité des Voies et Moyens soient lues une deuxième fois, et sur l'amendement proposé par sir Richard Cartwright.

M. PATERSON (Brant) : En me levant pour continuer le débat qui s'est élevé sur l'exposé financier, fait par l'honorable ministre chargé de l'administration de nos finances, il serait peut-être courtis de ma part de répondre d'abord aux arguments qui ont été apportés par l'honorable ministre qui a le dernier pris part à cette discussion (M. Colby), avant d'entrer dans l'examen de quelques-uns des côtés de cette question, sur lesquels je désire appeler l'attention de la chambre.

Je regrette que ce ministre ne soit pas à son siège en ce moment. S'il y était, je serais heureux de faire publiquement ce que j'ai déjà fait en particulier, c'est-à-dire, de le féliciter de son entrée dans le cabinet. Je dois reconnaître qu'il a déjà pris une position éminente dans les conseils du parti, qu'il a été chargé d'appuyer le discours du ministre des finances et, par conséquent, ses paroles méritent l'attention et, je les remarque, bien que je doive ne m'y arrêter que brièvement avant d'aborder d'autres sujets.

Si je me le rappelle bien, son discours ne renfermait que deux parties. Dans la première, il a parlé de la prospérité du pays et combattu certaines propositions émises sur ce point par l'honorable député de Huron-sud (sir Richard Cartwright). Dans la deuxième partie, il a exposé ses opinions—

Sir RICHARD CARTWRIGHT.

que je considère comme étant celles du cabinet—sur la réciprocité commerciale avec les Etats-Unis. Je reviendrai plus tard sur cette deuxième partie de son discours, mais, relativement à la première partie dans laquelle il a attaqué l'honorable député d'Oxford-sud au sujet de certaines propositions qu'il avait émises, je dois exprimer mon regret de ce que, par suite de la fatigue que j'avais éprouvée, de même que d'autres membres de la chambre, ayant, pour ainsi dire, passé vingt-deux heures sous les armes, et n'ayant pas consacré les deux autres heures au sommeil, je me suis assoupi pendant que l'honorable ministre parlait. C'est bien malgré moi que je n'ai pu écouter l'honorable ministre, car soit qu'il fit un exposé financier pour un gouvernement, ou qu'il prononçât le principal discours en réponse à un exposé financier, jamais il n'a eu d'auditeur plus attentif que moi. Mais bien que je n'aie pas eu l'avantage d'entendre tout son discours ni de le lire, vu que le compte-rendu officiel de nos débats n'est pas encore imprimé, j'ai pu m'assurer, auprès de ceux qui l'ont entendu, de la thèse qu'il a soutenue. Je vois qu'il a cité à la chambre des chiffres relativement à la dépréciation qu'il avait dit exister dans tout le pays, limitant plus particulièrement ses remarques à la province d'Ontario, et les chiffres qu'il a cités, m'a-t-on dit, étaient puisés à des sources officielles, et avaient été pris dans plusieurs comtés que l'on pouvait considérer comme donnant une idée de la position des autres comtés.

Ces chiffres ont été contestés par l'honorable président du conseil privé, qui a cité des chiffres compilés par le gouvernement d'Ontario en réfutation des propositions qui avaient été émises. Or, M. l'Orateur, pour ce qui regarde les chiffres cités par le président du conseil, il y a ce fait à remarquer, qu'ils sont en grande partie fournis volontairement par des personnes auxquelles ils sont demandés. Je ne désire pas attaquer leur exactitude, mais on me dit qu'ils sont fournis gratuitement ; il est probable que les personnes les plus intelligentes auxquelles on demande des informations à ce sujet, lorsqu'elles mentionnent la valeur de leurs fermes, les estiment au prix qu'elles valent, selon elles, et non au prix auquel elles se vendraient, si elles étaient forcées de vendre ou qu'elles trouveraient désirable de les mettre en vente. Je crois que le président du conseil, en se servant de ces données statistiques, a été induit, par erreur, sans doute, à en faire usage d'une façon qui ne justifie pas entièrement l'idée qu'il voulait exprimer. Je ne les ai pas examinées d'une manière particulière, dernièrement, mais je me rappelle que l'on a soumis à cette chambre un état préparé à l'aide des mêmes données statistiques, état qui n'a pas été contesté, à ma connaissance, comportant que, de 1883 à 1887, il s'était produit une dépréciation considérable d'environ treize millions de piastres, comme l'indiquaient ces données statistiques.

Le président du conseil, en les citant, a aussi oublié ce fait—il peut me corriger si je fais erreur—dans la comparaison qu'il a établie, lorsqu'il a pris le total d'une année avec le total d'une autre année, il a ignoré entièrement, dis-je, que des centaines de milliers d'acres avaient été défrichés durant cette période.

Je crois être dans le vrai sur ce point. Or, l'honorable ministre verra facilement, en prenant la valeur totale d'une année et celle d'une année sub-